



OBSERVATOIRE géopolitique de l'Indo-Pacifique

COMMENT SITUER LA STRATÉGIE DU CANADA POUR L'INDO-PACIFIQUE?

Pascale Massot / Professeure adjointe,
École d'études politiques à l'Université d'Ottawa

Avril 2023



PRÉSENTATION DE L'AUTRICE



Pascale Massot / Professeure adjointe, École d'études politiques à l'Université d'Ottawa

Pascale Massot est professeure adjointe à l'École d'études politiques à l'Université d'Ottawa. Ses travaux de recherche portent sur l'économie politique mondiale de l'essor de la Chine, l'impact de la Chine sur les marchés mondiaux, y compris les marchés de ressources naturelles, le libre marché en tant que troisième pilier de l'ordre libéral mondial, l'économie politique de la région Asie-Pacifique et de la Chine en particulier, les relations Canada-Chine et Canada-Asie et l'opinion publique canadienne sur l'Asie.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE GÉOPOLITIQUE DE L'INDO-PACIFIQUE

L'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique de l'IRIS a pour ambition de constituer une plateforme visible et référencée afin d'accueillir toutes les contributions et les lectures provenant de différentes parties de l'Indo-Pacifique et de disciplines diverses. Elle offre un lieu de production d'analyses et de débats, mais aussi une bibliothèque thématique sur un espace dont la pertinence commence à peine à être discutée.

Cet observatoire est co-dirigé par **Marianne Péron-Doise**, chercheuse associée à l'IRIS, et **Éric Mottet**, chercheur associé à l'IRIS, et s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique.



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

INTRODUCTION

Le gouvernement du Canada a dévoilé sa stratégie pour l'Indo-Pacifique le 27 novembre 2022¹. Elle était très attendue, le gouvernement ayant annoncé formellement l'intention de publier une telle stratégie dans la lettre de mandat de la ministre des Affaires étrangères Mélanie Joly, suite à sa nomination en 2021. Aucune des lettres de mandat des ministres Garneau (2021), Champagne (2019), Freeland (2017) et Dion (2016) qui ont précédé la ministre Joly depuis le premier gouvernement Trudeau en 2015 ne contenaient la mention de la région indopacifique (ou asiatique).

La lettre publiée en décembre 2021 mentionnait donc explicitement le mandat :

« [d']élaborer et mettre en œuvre une nouvelle stratégie indopacifique exhaustive pour renforcer les partenariats en matière de diplomatie, d'économie et de défense, ainsi que l'aide internationale dans la région, avec l'appui de la ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique, du ministre du Développement international et de la ministre de la Défense nationale ». ²

Un des aspects distinctifs de la stratégie canadienne est la place qu'elle alloue à la Chine dans le texte. En effet, la stratégie canadienne est une des seules publiées dans le monde à élaborer une section formellement sur la Chine. Sur un document de 27 pages, la section Chine comporte plus de 2 pages, la plus longue section allouée à un pays ou un groupe de pays dans le texte³. Ceci constitue, en fait, une des forces de la stratégie canadienne. Le concept de l'Indo-Pacifique est né d'un courant qui voulait recentrer et redéfinir la région de l'Asie-Pacifique pour y inclure l'océan Indien et l'Asie du Sud, et ce, en grande partie pour faire contrepoids à la Chine en s'appuyant sur l'Inde. Si la plupart des stratégies existantes s'inscrivent dans ce courant, paradoxalement, peu de stratégies discutent de la place de la Chine dans la région de façon explicite.

Cette note vise trois objectifs. Premièrement, quelques commentaires sur la stratégie canadienne seront offerts, incluant des exemples concrets d'initiatives chiffrées annoncées dans

¹ Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique. 2022. *Gouvernement du Canada*, 30. <https://www.international.gc.ca/transparency-transparence/assets/pdfs/indo-pacific-indo-pacifique/indo-pacific-indo-pacifique-fr.pdf>

² Trudeau, Justin. (2021) *Lettre de mandat de la ministre des Affaires étrangères*. Cabinet du Premier ministre, 16 décembre, disponible ici : <https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2021/12/16/lettre-de-mandat-de-la-ministre-des-affaires-etrangees>

³ La stratégie canadienne inclut également une section sur l'Inde (1 page), le Pacifique Nord (Japon et Corée du Sud, plus de 2 pages), et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ou ANASE, 1 page).

le cadre de la stratégie. Deuxièmement, une courte généalogie des multiples stratégies indopacifiques annoncées au cours des dernières années sera élaborée, pour éventuellement offrir des réflexions sur certains points communs, ainsi qu'une certaine dissonance qui émerge. Finalement, certaines réflexions sur l'évolution de la place de la Chine dans le discours officiel canadien seront développées.

LA STRATÉGIE DU CANADA POUR L'INDO-PACIFIQUE

La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique est encadrée par 5 objectifs stratégiques : 1. La paix et la sécurité ; 2. Le commerce, les investissements et la résilience des chaînes d'approvisionnement ; 3. Les individus et les liens qui les unissent ; 4. Le développement durable ; et 5. Les partenariats régionaux.

À mon sens, ce document reflète un travail sérieux d'élaboration publique de politique étrangère, et ce pour trois raisons. Tout d'abord, le gouvernement canadien n'a pas l'habitude de publier des stratégies régionales en politique étrangère (et encore moins des stratégies globales).

Cet exercice public serait une première depuis la publication de « l'Énoncé de politique internationale du Canada » présenté en avril 2005 par le ministre Pettigrew, sous le gouvernement Martin⁴. Déjà à l'époque, la stratégie canadienne identifiait plusieurs défis et opportunités dans la région de l'Asie-Pacifique (qui pour le gouvernement à l'époque incluait l'Inde), que ce soit au niveau de la prolifération nucléaire, du multilatéralisme, des questions de santé mondiale incluant les pandémies, de l'environnement, des droits de la personne et de la sécurité humaine. Ces questions sont toujours au cœur de la stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique de 2022.

Depuis, le gouvernement canadien n'a pas ou peu publié de documents stratégiques formels, ce qui rend l'exercice de 2022 particulièrement notable. Au cours des dernières années, les ministres canadiens des Affaires étrangères ont plutôt pris l'habitude de recourir à des discours ou à des témoignages en comité parlementaire pour énoncer les priorités canadiennes en matière de politique étrangère.

⁴ Fierté et influence : notre rôle dans le monde - diplomatie : énoncé de politique internationale du Canada. (2005). Affaires étrangères Canada. Disponible ici : <https://publications.gc.ca/site/eng/9.631882/publication.html>

Ensuite, et étant donné ce contexte, le fait que ce rare effort de formulation publique d'objectifs stratégiques canadiens concerne l'Indo-Pacifique est particulièrement frappant. En effet, l'Indo-Pacifique, malgré son poids politique, humain et économique, n'a pas historiquement été perçu comme une priorité canadienne. C'est ce que la stratégie canadienne de 2022 promet de rectifier.

Enfin, on voit dans la stratégie canadienne un réel effort de réflexion stratégique, c'est-à-dire un effort qui vise à relever les défis du XXI^e siècle à moyen terme et qui fournit des outils au Canada pour s'y adapter —et peut-être même, pour les façonner. Nous notons ici les composantes annoncées en matière d'immigration, d'éducation, de diversification des chaînes d'approvisionnements, de l'atténuation des impacts et de l'adaptation aux changements climatiques, jusqu'aux mesures d'inclusion et de développement à plus long terme.

Afin d'illustrer plus concrètement la façon dont ces objectifs sont opérationnalisés à l'intérieur de la stratégie canadienne, voici dix initiatives annoncées lors du dévoilement de la stratégie, qui elle-même totalise un engagement de près de 2.3 milliards de dollars⁵.

1. L'initiative *Fonds commun pour les océans*, qui verra une série de mesures contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (84,3 M\$ sur 5 ans).
2. Un renforcement des capacités de FinDev Canada (Exportations et développement Canada) pour soutenir le développement d'infrastructures de haute qualité et durables dans la région (750 M\$ sur 3 ans).
3. Une initiative en *Cyberdiplomatie et sécurité* dédiée aux questions cybernétiques et au déploiement de « cyberattachés » dans la région (47,4 M\$ sur 5 ans)
4. Un renforcement de la *présence navale canadienne* dans la région indopacifique, incluant une initiative régionale sur les femmes, la paix et la sécurité (\$492,9 M\$ sur 5 ans).
5. Une initiative d'assistance technique en matière de droit du travail, notamment relativement au travail forcé, incluant un soutien aux partenaires régionaux dans l'application des dispositions en matière de droit du travail dans le cadre des accords de libre-échange, mais aussi plus largement en soutenant un meilleur respect des droits de la personne dans les chaînes d'approvisionnement (25 M\$ sur 5 ans).

⁵ Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique : Nouvelles initiatives et ressources. (2022) *Affaires mondiales Canada*. <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2022/11/strategie-du-canada-pour-lindo-pacifique-nouvelles-initiatives-et-ressources.html>

6. Un investissement pour accroître la capacité de traitement des demandes de visas venant de la région (74,6 M\$ sur 5 ans).
7. Un cadre d'engagement au niveau des standards et des normes de conformité, dirigé par le Conseil canadien des normes (CCN), en vue d'harmoniser les normes dans les secteurs essentiels (2,2 M\$ sur 5 ans).
8. Plusieurs programmes bilatéraux adaptés à l'aide internationale féministe (100,0 M\$ sur 5 ans) ainsi qu'un appel à propositions auprès de la société civile canadienne pour faire progresser les projets en matière d'égalité des genres dans la région (32,8M\$ sur 5 ans).
9. Un fonds pour la gestion des risques de catastrophes naturelles, incluant un soutien aux stratégies nationales d'adaptation au climat des pays de l'Indo-Pacifique (52,4 M\$ sur 5 ans).
10. Une initiative visant à renforcer les liens commerciaux et d'investissements avec le secteur des ressources naturelles au Canada avec certains partenaires clés dans la région (13,5 M\$ sur 5 ans).

TOUR D'HORIZON – LES DIFFÉRENTES STRATÉGIES INDOPACIFIQUES

Avant d'offrir des commentaires plus étendus, je propose de faire un bref tour d'horizon des politiques indopacifiques existantes, pour ensuite identifier certains chevauchements —ainsi que des dissonances— entre les diverses stratégies indopacifiques de la région et au-delà.

Le concept de l'Indo-Pacifique comme vision stratégique trouve ses origines dans les cercles de politique étrangère et de défense japonais, indiens, et australiens vers la fin des années 2000.

Le discours du Premier ministre Abe à New Delhi en 2007 intitulé « À la confluence de deux océans » capture assez bien l'origine de la vision indopacifique⁶. Plus tard, en 2016, le Premier ministre Abe élaborait sa vision pour un Indo-Pacifique « libre et ouvert » à Nairobi dans le cadre de la conférence internationale de Tokyo sur le développement africain⁷. Les trois piliers de la vision japonaise sont 1. La promotion de l'État de droit, de la liberté de navigation et du libre-échange, 2. La poursuite de la prospérité économique et 3. Un engagement en faveur de la paix

⁶ Shinzo, H.E. Mr. Abe. 2007. Confluence of the Two Seas. *Discours livré au Parlement de la République de l'Inde*, 22 août. <https://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/pm0708/speech-2.html>

⁷ Address by Prime Minister Shinzo Abe at the Opening Session of the Sixth Tokyo international Conference on African Development (TICAD VI). 2016. August 27. https://www.mofa.go.jp/af2/af2/page4e_000496.html

et de la stabilité. Un certain nombre de priorités sont mentionnées, incluant le maintien de l'ordre international, la connectivité (infrastructure de qualité, connectivité humaine, et règles communes), ainsi que le renforcement des capacités, le maintien de la paix, l'assistance humanitaire et la lutte contre la prolifération nucléaire et le terrorisme⁸.

Dès 2013, le ministre des Affaires étrangères indonésien (Natalegawa) élaborait lui aussi une vision pour l'Indo-Pacifique dans un discours à Washington, développant l'idée d'une architecture pour connecter les deux océans, indien et pacifique⁹.

Le gouvernement australien est l'un des premiers à définir une vision officielle pour l'Indo-Pacifique dans son livre blanc sur « Le siècle asiatique » publié en 2012¹⁰ qui était une vision davantage tournée vers les opportunités économiques (après les efforts antérieurs du Premier ministre Kevin Rudd). Son livre blanc sur la défense de 2013¹¹ redéfinit le théâtre stratégique comme étant celui de l'Indo-Pacifique et devient assez explicite quant à son positionnement face à la Chine : « La montée continue de la Chine en tant que puissance mondiale, le poids économique et stratégique croissant de l'Asie de l'Est et l'émergence [...] de l'Inde en tant que puissance mondiale sont des tendances clés qui [...] façonnent l'émergence de l'Indo-Pacifique comme un arc stratégique unique. » (p.2). Plus tard en 2017, dans son livre blanc sur la politique étrangère¹², l'Australie identifie des priorités incluant le dialogue et la coopération, l'importance du droit international, les marchés ouverts et l'intégration économique inclusive, ainsi que les droits à la liberté de navigation et de survol.

En 2015, l'Inde publiait sa Stratégie de sécurité maritime¹³ qui identifiait « le passage d'une vision du monde euro-atlantique à une vision indopacifique et le repositionnement de la puissance économique et militaire mondiale vers l'Asie » (p.2). Quelques années plus tard, en juin 2018, le

⁸ Towards Free and Open Indo-Pacific. 2019. *Ministry of Foreign Affairs of Japan*, November <https://www.mofa.go.jp/files/000407643.pdf>

⁹ Natalegawa, H.E. Marty M. 2013. An Indonesian Perspective on the Indo-Pacific. *Discours livré lors de la conférence sur l'Indonésie à Washington, D.C.*, 16 mai. https://csis-website-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/legacy_files/files/attachments/130516_MartyNatalegawa_Speech.pdf

¹⁰ Australia in the Asian Century White Paper. 2012. *Australian Government*. <https://parlinfo.aph.gov.au/parlInfo/search/display/display.w3p;query=Id:%22media/pressrel/2010380%22>

¹¹ Defence White Paper. 2013. *Australia Department of Defence*. <https://www.aph.gov.au/About Parliament/Parliamentary Departments/Parliamentary Library/pubs/rp/rp1516/DefendAust/2013>

¹² Foreign Policy White Paper: Opportunity, Security, Strength. 2017. *Australian Government*. <https://www.dfat.gov.au/sites/default/files/2017-foreign-policy-white-paper.pdf>

¹³ Ensuring Secure Seas: Indian Maritime Security Strategy. 2015. *Naval Strategic Publication (NSP) 1.2*. https://www.indiannavy.nic.in/sites/default/files/Indian_Maritime_Security_Strategy_Document_25Jan16.pdf

Premier ministre Modi présentait sa vision pour l'Indo-Pacifique au Shangri-La Dialogue¹⁴. Sa vision se décline en 6 points : inclusivité, la centralité de l'ANASE, l'ordre mondial fondé sur les règles, l'accès équitable aux biens publics, la libéralisation commerciale et la connectivité.

L'ANASE formule son approche publiquement en 2019¹⁵, avec une emphase sur le concept d'inclusivité. Certains des objectifs principaux incluent : la coopération, la paix, la stabilité et la prospérité, l'architecture régionale fondée sur des règles, la coopération économique, les mécanismes de l'ANASE, la coopération maritime, la connectivité, et les objectifs de développement durable. Moins d'emphase sur la sécurité.

Les États-Unis avaient émis en 2019 leur vision pour un Indo-Pacifique libre et ouvert sous l'égide du président Trump¹⁶. Dans la version de l'administration Biden publiée en février 2022¹⁷, les priorités identifiées incluent la connectivité, la prospérité (incluant un focus sur les standards et le commerce ouvert), la sécurité et la résilience face aux menaces transnationales.

L'Union européenne publie en 2021 une stratégie qui comprend sept piliers¹⁸, dont la prospérité inclusive, la gouvernance des océans, la transition verte, la gouvernance digitale, la connectivité, la sécurité, la défense et la sécurité humaine, tout en reconnaissant la centralité de l'ANASE.

La Corée du Sud publia sa stratégie en décembre 2022¹⁹ qui comprend des priorités comme un ordre régional fondé sur des règles, la règle de droit et les droits humains, la non-prolifération et la lutte contre le terrorisme, la coopération sur la sécurité, la sécurité économique, la coopération dans la science et la technologie, les changements climatiques, la diplomatie et les échanges.

Il y a d'autres stratégies également, celles de la France, des Pays-Bas, du Royaume-Uni. Plusieurs choses ressortent de ce tour d'horizon non exhaustif.

¹⁴ H.E. Modi, Shri Narendra. 2018. 17th Asia Security Summit Keynote Address. *Shangri-La Dialogue, International Institute for Strategic Studies (IISS)*, 1er juin. <https://www.iiss.org/events/shangri-la-dialogue/shangri-la-dialogue-2018>

¹⁵ ASEAN Outlook on the Indo-Pacific. (2019), 23 juin <https://asean.org/speechandstatement/asean-outlook-on-the-indo-pacific/>

¹⁶ A Free and Open Indo-Pacific: Advancing a Shared Vision. (2019). *U.S. Department of State*, 4 novembre. <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2019/11/Free-and-Open-Indo-Pacific-4Nov2019.pdf>

¹⁷ Indo-Pacific Strategy of the United-States. 2022. *The White House*, février. [whitehouse.gov/wp-content/uploads/2022/02/U.S.-Indo-Pacific-Strategy.pdf](https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2022/02/U.S.-Indo-Pacific-Strategy.pdf)

¹⁸ EU Strategy for Cooperation in the Indo-Pacific. 21 février. https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/eu-indo-pacific-factsheet-2022-02_0.pdf

¹⁹ Strategy for a Free, Peaceful and Prosperous Indo-Pacific Region. 2022. *The Government of the Republic of Korea*, December 28. <https://www.mofa.go.kr/viewer/skin/doc.html?fn=20230106093833927.pdf&rs=/viewer/result/202303>

CHEVAUchemENTS ET DISSONANCES ENTRE LES STRATÉGIES PUBLIÉES

Tout d'abord, le Canada est souvent absent de ces stratégies. Il est parfois mentionné dans le contexte de l'entente de renseignement du « Groupe des cinq »²⁰ ou comme partenaire soutenant des règles internationales fortes (par l'Australie), la plupart du temps il n'est pas mentionné du tout, comme c'est le cas dans la stratégie Indo-Pacifique des États-Unis, de l'ASEAN ou du Japon.

À noter que les États-Unis ainsi que les autres partenaires concernés ont depuis affirmé soutenir une éventuelle participation du Canada dans l'initiative américaine du Cadre économique Indo-Pacifique pour la prospérité (IPEF)²¹.

Le Canada est d'ailleurs presque entièrement absent de la vision française. Il n'est mentionné qu'une fois dans un document de 67 pages²², et ne figure pas à l'intérieur de la définition géographique de l'Indo-Pacifique comme représenté sur les cartes figurant dans le document (à noter que les États-Unis n'y figurent que 6 fois, contre 30 fois pour l'Australie, 33 fois pour le Japon, et 19 fois pour la Chine, donc il y a ici une question de géographie).

Le Canada figure peut-être de la façon la plus significative dans la stratégie Indo-Pacifique sud-coréenne : « Avec le Canada, un partenaire stratégique global partageant des valeurs communes, nous cherchons à accroître la coopération en matière de lutte contre les changements climatiques, la sécurité économique à travers des chaînes d'approvisionnement stables, et un ordre mondial fondé sur des règles »²³.

La relative absence du Canada dans les stratégies indopacifiques existantes est en partie le résultat de l'ambivalence qu'ont démontrée plusieurs générations de dirigeants canadiens quant à la priorisation de la région dans la vision stratégique globale du pays. Ici, le Canada doit donc assumer sa part de responsabilité. Un des espoirs partagés par les experts de la région est que la stratégie canadienne mette finalement un terme à une dynamique d'engagement trop peu

²⁰ Ce groupe de pays, appelé « 5eyes » en anglais, est formé de l'Australie, du Canada, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et des États-Unis et collabore étroitement en matière de renseignement.

²¹ Secretary Antony J. Blinken and Canadian Foreign Minister Mélanie Joly at a Joint Press Availability. 2022. *U.S. Department of State*, October 27. <https://www.state.gov/secretary-antony-j-blinken-and-canadian-foreign-minister-melanie-joly-at-a-joint-press-availability-2/>

²² La stratégie de la France dans l'Indopacifique. 2022. *Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères*, février https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/fr_a4_indopacifique_022022_dcp_v1-10-web_cle017d22.pdf

²³ Strategy for a Free, Peaceful and Prosperous Indo-Pacific Region. 2022. *The Government of the Republic of Korea*, December 28. <https://www.mofa.go.kr/viewer/skin/doc.html?fn=20230106093833927.pdf&rs=/viewer/result/202303>, p.14.

soutenue dans la région. Nous pourrions donc voir une amélioration graduelle de la présence et de la visibilité du Canada dans la région dans les années à venir.

La deuxième observation au regard de ce tour d'horizon, est que certains thèmes reviennent presque partout, incluant l'importance de la prospérité et du libre-échange, d'un ordre fondé sur des règles, de l'importance de la connectivité et de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques.

À première vue on pourrait penser que cela est de bon augure. Malheureusement, il y a une dissonance entre la reconnaissance par tous les acteurs de l'importance de certains enjeux mondiaux auxquels nous faisons face, mais qui en pratique est actuellement submergée par une spirale géopolitique et sécuritaire de jeu à somme nulle.

Par exemple, presque toutes les stratégies indopacifiques revues dans le cadre de cette note se prononcent en faveur de l'ouverture commerciale ou du libre-échange. Cependant, en parallèle nous observons une série de décisions politiques —en réponse, certes, à un certain nombre de décisions du gouvernement chinois— qui nous conduisent vers une nouvelle réalité relevant davantage de celle de Friedrich List ou même d'Edward Hallet Carr (d'un nationalisme économique) que de celle de David Ricardo ou de Norman Angell (d'un libéralisme économique). En l'occurrence de la part des États-Unis avec la loi sur la réduction de l'inflation (IRA). Nous sommes entrés dans une ère qui voit la résurgence des nationalismes économiques et la sécurisation accrue des enjeux économiques et des chaînes d'approvisionnements. La stratégie européenne anticipe ce tournant et introduit le « domaine prioritaire » de la prospérité « durable et inclusive », en mettant l'accent sur la coopération dans les secteurs stratégiques et le renforcement des règles contre les pratiques déloyales.

Cependant, la voie vers un nouvel équilibre régional (ou mondial) dans le contexte actuel n'est pas encore claire et n'est pas conceptualisée dans les diverses stratégies indopacifiques publiées jusqu'à aujourd'hui. Une exception au tableau : la stratégie sud-coréenne aborde la question directement : « Le tissu de l'ordre international de libre-échange qui sous-tendait auparavant un Indo-Pacifique stable et prospère est en train de s'effiloche. »²⁴ Et plus loin : « Tout en contribuant à la mise en place de chaînes d'approvisionnement stables et résilientes, nous prendrons l'initiative de favoriser un ordre économique libre et équitable. Nous collaborerons

²⁴ Strategy for a Free, Peaceful and Prosperous Indo-Pacific Region. 2022. *The Government of the Republic of Korea*, December 28. <https://www.mofa.go.kr/viewer/skin/doc.html?fn=20230106093833927.pdf&rs=/viewer/result/202303>, p.6.

également avec d'autres pays pour éviter que les préoccupations en matière de sécurité ne prennent le pas sur les questions économiques. »²⁵

Le discours ailleurs omniprésent qui met en scène les marchés ouverts ou le libre-échange ne cadre plus, et il faudra en développer un nouveau pour l'économie régionale, adapté à cette nouvelle réalité.

En même temps, nous avons la présence presque unanime dans les diverses stratégies indopacifiques de la nécessité de travailler sur des questions d'environnement et de changements climatiques ou d'autres questions concernant des enjeux collectifs mondiaux. Ici, nous faisons face à un problème, en effet, pour faire avancer ces dossiers. Il faut préserver des espaces de travail fonctionnels avec la Chine qui ne soient pas submergés par la spirale du dilemme de sécurité entre les États-Unis et la Chine.

Le Canada a, en l'occurrence, réussi ce défi délicat lors de la tenue de la COP 15 sur la biodiversité à Montréal en décembre dernier, événement dont la Chine tenait la présidence, mais dont l'hôte était le Canada et qui a mené au Cadre mondial pour la biodiversité Kunming-Montréal avec des résultats importants. Parmi les résultats figurent l'entente qui vise à conserver 30% des terres et 30% des océans de la planète d'ici à 2030 et la mobilisation de 200 milliards de dollars d'ici à 2030 pour la mise en œuvre de plans d'action nationaux pour la biodiversité, incluant un soutien envers les pays à faible revenu²⁶.

Pour élaborer davantage sur ce point, je constate un manque de vision concrète dans les diverses stratégies, qui chercherait à évoquer un espace considéré acceptable ou légitime pour la Chine à l'intérieur de la région et au-delà, étant donné le poids géopolitique et économique du pays, ainsi que la transition en cours vers un ordre mondial multipolaire.

Plusieurs stratégies sur l'Indo-Pacifique mentionnent la Chine comme une puissance assertive qu'il faut contester, et comme une puissance avec laquelle il faut commercer ou travailler sur certains dossiers. Mais il y a un manque de réflexion dans ces stratégies quant à un certain nombre d'incitatifs stratégiques échelonnés dans le temps, qui chercheraient à (re)bâtir la confiance tout en exerçant une pression stratégiquement afin d'engendrer des comportements

²⁵ Strategy for a Free, Peaceful and Prosperous Indo-Pacific Region. 2022. *The Government of the Republic of Korea*, December 28. <https://www.mofa.go.kr/viewer/skin/doc.html?fn=20230106093833927.pdf&rs=/viewer/result/202303>, p.10.

²⁶ Boisclair, Valérie. 2022. COP15 sur la biodiversité : 5 choses à retenir du cadre mondial Kunming-Montréal. *Radio-Canada*, 19 décembre. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1942397/cop15-cadre-mondial-biodiversite-montreal-chine-fonds-aires-protégees>

souhaités de la part de la Chine, qu'il s'agisse du dossier de la coercition économique ou du détroit de Taiwan.

LA CHINE DANS LE DISCOURS OFFICIEL CANADIEN

J'aimerais ici soulever un élément qui, à mon sens, est novateur dans la stratégie canadienne en ce qui a trait à la façon dont elle conceptualise la Chine. En effet, un des points de distinction de la stratégie canadienne est peut-être l'emphase que l'on y retrouve sur ce pays.

Il est vrai que la publication de la stratégie indopacifique du Canada marque un tournant dans son approche vis-à-vis de la Chine. Plusieurs commentateurs ont noté le durcissement du ton employé.

Mais il y a autre chose dans l'évolution du discours canadien qui est notable. Dans la stratégie dévoilée en 2022, le discours officiel sur la Chine emploie un niveau de complexité, une certaine transversalité même, qui n'existait pas assez auparavant, notamment en s'efforçant de souligner la nature globale de la plupart des défis qui concernent la Chine.

En effet, au cours des dernières années, le discours officiel canadien sur la Chine a évolué passant d'une caractérisation de la relation Canada-Chine à travers une optique essentiellement bilatérale, à une optique à multiples niveaux. La stratégie conceptualise les relations Canada-Chine à travers un prisme à quatre dimensions, de l'échelle nationale, bilatérale, régionale, jusqu'à l'échelle multilatérale²⁷.

Le fait est que plusieurs sinon tous les enjeux mondiaux comportent maintenant un angle Chine. Que ce soit pour traiter de la gouvernance de l'Arctique, en passant par la crise de la dette dans les pays en développement, ou l'affinage et la transformation des métaux et minéraux stratégiques. Ainsi, la stratégie canadienne fait un progrès certain vers la conceptualisation de la Chine comme étant non pas un enjeu que l'on peut choisir d'ignorer, mais plutôt comme un enjeu que l'on se doit d'intégrer dans nos délibérations à tous les niveaux d'opération.

Cela se traduit d'au moins deux façons. Premièrement, ce constat se traduit par une volonté de forger de nouveaux partenariats internationaux afin d'avancer les intérêts canadiens dans la région et au-delà, partenariats qui peuvent se conjuguer différemment selon les enjeux, donc au-

²⁷ Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique. 2022. *Gouvernement du Canada*, 30. <https://www.international.gc.ca/transparence-transparence/assets/pdfs/indo-pacific-indo-pacifique/indo-pacific-indo-pacifique-fr.pdf>, p.7.

delà du groupe exclusif des démocraties libérales. Un exemple pertinent est celui de la Déclaration contre la détention arbitraire que le Canada a lancée en 2021 et qui est maintenant signée par 70 pays, dont le Japon, la Corée du Sud et les Philippines²⁸.

En somme, étant donné la complexité de la relation, cela se traduit aussi par une reconnaissance de la nécessité d'approfondir les compétences canadiennes concernant la région de l'Indo-Pacifique et de la Chine en particulier. Ceci est un développement qui a trouvé une expression concrète dans la stratégie canadienne, et que nous devons saluer étant donné la quantité nettement insuffisante d'experts sur l'Asie à travers le pays.

²⁸ Initiative contre la détention arbitraire dans les relations d'État à État. 2021. *Gouvernement du Canada*, 15 février. https://www.international.gc.ca/world-monde/issues_development-enjeux_developpement/human_rights-droits_homme/arbitrary_detention-detention_arbitraire.aspx?lang=fra

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.